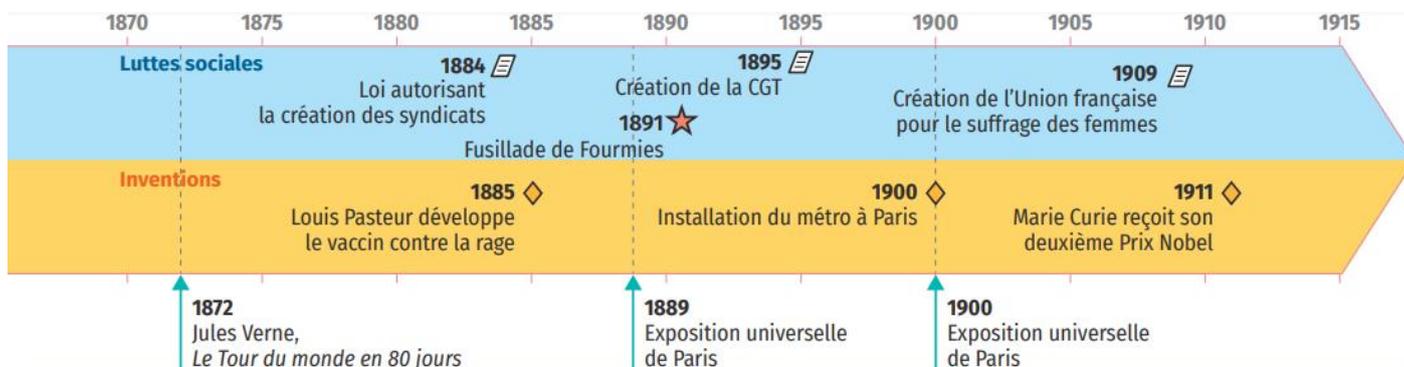


THEME 3: LA TROISIEME REPUBLIQUE AVANT 1914 UN REGIME POLITIQUE, UN EMPIRE COLONIAL

(H3-2) CHAP. VIII - PERMANENCES ET MUTATIONS DE LA SOCIETE FRANCAISE (1870-1914)



INTRODUCTION :

Entre 1870 et 1914, alors que le régime républicain se met en place, la société française connaît de grands bouleversements, notamment sous l'effet de l'industrialisation, débuté vers 1850.

La 2^e phase d'industrialisation débute vers 1880. De nouvelles énergies sont utilisées, le pétrole et de l'électricité. Des secteurs économiques innovants apparaissent.

La société française est alors traversée par des mouvements conjoints et contradictoires de tensions, de progrès et d'inégalités, illustration d'aspirations nouvelles. Cette période, qualifiée rétrospectivement de « Belle Époque » voit de nombreuses mutations, toutefois, les permanences sociales et économiques sont nombreuses, les inégalités fortes : les moyens financiers, l'origine sociale ou géographique ainsi que le genre déterminent largement les conditions de vie et les perspectives de la population.

Problématique : Quelles sont les conséquences des transformations économiques que connaît la France sur la société ?

I. L'industrialisation au cœur des mutations économiques

A. Les Expositions Universelles, vitrines de la deuxième industrialisation.

La deuxième phase d'industrialisation :

A partir des années 1870, la France entre dans la 2^e phase du processus d'industrialisation grâce aux innovations dans la métallurgie, l'automobile, la chimie et grâce à l'utilisation de 2 nouvelles sources d'énergie, l'électricité et le pétrole.

En 1914, l'industrie française produit 1/3e de la richesse nationale et plus de 30 % des emplois. Sous l'impulsion d'industriels comme Edouard Michelin ou André Citroën, la France devient en 1914 le premier exportateur mondial d'automobiles. Les secteurs industriels traditionnels restent incontournables dans ce paysage industriel : le secteur textile regroupe 30 % des emplois industriels tandis que la sidérurgie reste un pilier de l'économie.

Les Schneider, symboles de l'industrie française :

A partir de 1836, la famille Schneider transforme la ville du Creusot qui devient à la fin du XIXe s le plus grand site sidérurgique de France. En 1870, on trouve 15 hauts fourneaux et 30 marteaux pilons qui produisent 130 000 tonnes de fonte. A la veille de la Première Guerre Mondiale, le site emploie 11 000 ouvriers alors que la ville à 36 000 habitants.

Outre les usines et les emplois, la famille Schneider s'appuie sur un **paternalisme** pour encadrer la vie des ouvriers.

Les Expositions Universelles, vitrines technologiques :

Créées en 1851, les expositions universelles, grandes foires organisées par les plus grandes puissances économiques, sont l'occasion pour les pays de mettre en avant leurs avancées technologiques. La France accueille en 1889 et 1900 deux expositions universelles à deux dates symboliques : le centenaire de la Révolution et le passage au XXe siècle.

Ces évènements sont la vitrine des innovations technologiques. Mais on y célèbre aussi le rayonnement de la France et la gloire de son empire colonial.

B. Des campagnes en difficulté qui se transforment

Une France qui reste rurale :

Au début du XXe siècle, 56% des Français sont des ruraux, dont près de 8 millions d'agriculteurs. Ils produisent 40% de la richesse nationale.

Toutefois, la mécanisation fragilise de nombreuses exploitations du fait de la réduction des besoins en main-d'œuvre, ce qui favorise l'exode rural. Ainsi, à la faveur de la diffusion du chemin de fer et de la mécanisation, plusieurs régions agricoles s'affirment au Nord de la France, tandis que l'Ouest et le Sud restent dominée par des exploitations familiales peu productives.

De plus le modèle agricole français est concurrencé par les nouvelles puissances agricoles (États-Unis, Canada) qui font baisser les revenus. C'est pourquoi le régime républicain adopte des mesures protectionnistes sous l'impulsion des premiers syndicats d'agriculteurs.

Les transformations du monde rural :

Face aux difficultés, le monde agricole s'organise progressivement. En 1894, est créé le Crédit Agricole. Les syndicats agricoles se développent et la productivité s'améliore avec la mécanisation et l'utilisation d'engrais chimiques. Mais ces changements ne concernent qu'une petite partie de l'agriculture.

Le modèle de la polyculture et du paysan du XIXe siècle restent encore très présents dans les campagnes en 1914. La généralisation du français, imposée par les écoles contre les patois et les langues régionales, et l'obligation du service militaire bouleversent les villages.

II. Une société en profonde mutation

A. La question ouvrière devient centrale

La naissance de la classe ouvrière :

L'industrialisation met en place un nouveau modèle économique, celui de la grande usine qui regroupe des milliers d'ouvriers. La France passe de près de 3 millions d'ouvriers vers 1870 à près de 7 millions en 1914.

Les nouvelles organisations du travail, comme le **taylorisme**, développent le profil de l'ouvrier spécialisé qui n'est peu voire pas qualifié et qui effectue une tâche répétitive.

Les conditions de travail sont très difficiles et les contraintes nombreuses. Les accidents du travail restent importants. Les conditions de vie sont très difficiles avec un budget qui est exclusivement consacré à l'alimentation, au logement. Dans ces populations naît l'idée d'un sort commun, d'une conscience d'appartenir à un même groupe exploité, celui de la classe ouvrière ou du prolétariat.

L'émergence du syndicalisme en France :

La loi de 1884 favorise l'émergence du syndicalisme comme moyen de lutte. En 1889 est créée à Paris l'Internationale ouvrière qui appelle les ouvriers à faire grève et manifester tous les 1^{er} mai.

Le 1^{er} mai 1891, dans la petite ville de Fourmies, la manifestation tourne au carnage lorsque l'armée tire sur les quelques centaines d'ouvriers après des tensions croissantes. Cette fusillade qui fait 9 morts est un profond traumatisme pour les ouvriers.

En 1895, la Confédération Générale du Travail est créée à Limoges par des anarchistes et des socialistes avec pour objectif de lutter contre le capitalisme pour le détruire (charte d'Amiens en 1906). C'est le syndicalisme révolutionnaire. Les tensions sociales restent très fortes et les grèves nombreuses au début du XX^e s.

La question ouvrière et les partis politiques :

L'existence de la classe ouvrière et des tensions poussent le pouvoir politique à mettre en place des lois améliorant les conditions de travail tout en réprimant fermement les mouvements :

- 1900 : loi limitant la journée de travail à 10h
- 1906 : loi établissant une journée de repos hebdomadaire obligatoire
- 1910 : loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

Au tournant du siècle, la question de l'électorat ouvrier devient centrale. Le **socialisme** se développe autour des théories de Karl Marx et Friedrich Engels. Il veut supprimer le capitalisme, les classes sociales et la propriété privée. En 1905 est créée la SFIO, section française de l'Internationale ouvrière qui veut instaurer une république sociale plus juste, plus égalitaire. Elle obtient 17 % des voix aux élections de 1914.

B. La France s'ouvre à l'immigration

Des besoins de main d'œuvre importants :

La France est touchée par un ralentissement démographique important. Avec l'accélération de l'industrialisation, les besoins en main d'œuvre sont toujours plus nombreux. La France est donc le premier pays européen à devenir un pays d'immigration. Les populations qui s'installent en France viennent essentiellement des pays frontaliers : Belgique, Italie, Espagne, Allemagne. Ils représentent plus d'un million d'habitants en 1914. On les retrouve principalement dans l'industrie (2/3^e des immigrés). En 1889, une loi assouplit les règles d'acquisition de la nationalité française, instaurant notamment le droit du sol pour les enfants d'immigrés.

Une population stigmatisée :

Cette main d'œuvre est largement utilisée dans les bassins miniers, dans les régions industrielles où la lutte syndicale est forte. En effet, la population immigrée est plus docile et moins coûteuse. Son intégration dans la société reste faible. Les immigrés sont regroupés par quartiers ou par rues. La crise économique et notamment la Grande Dépression déclenche des réactions xénophobes d'une partie des Français. Ainsi, en 1893, à Aigues-Mortes, des ouvriers français attaquent les ouvriers italiens, faisant 17 morts et 150 blessés.

C. Les femmes, une place croissante qui reste à affirmer

Une activité économique importante :

Face à la pénurie de main d'œuvre, les femmes sont massivement présentes sur le marché de l'emploi. En 1914, plus de la moitié des femmes ont un emploi (55%). Mais ces emplois sont peu qualifiés et mal rémunérés. Dans les milieux populaires, l'emploi des femmes est la règle (ouvrière, mine, ménage...) alors que dans la bourgeoisie, le modèle est celui de la femme qui s'occupe de l'éducation, de l'image de la famille avec une pression sociale très forte, celle de la femme au foyer enfermée dans sa condition de mère et/ou d'épouse.

Des droits politiques et individuels faibles :

Le suffrage universel est masculin, entraînant une classe politique masculine et très largement misogyne. Le code civil de Napoléon rappelle que les femmes sont dans une situation juridique de minorité. Une loi interdit le port du pantalon. L'accès aux études supérieures reste limité. Des organisations féministes qui réclament un rôle croissant des femmes et de leurs droits dans la société se développent comme la Ligue française pour le droit des femmes. Hubertine Auclert fonde en 1881 le journal La Citoyenne et lutte pour le droit des femmes.

Conclusion :

L'industrialisation s'accélère en France entre 1870 et 1914, laissant place à une société marquée par le progrès et la célébration de la fée électricité dans les Expositions Universelles et dans les villes. Cette industrialisation donne naissance à une classe sociale, la classe ouvrière qui prend conscience de son exploitation, mais aussi de sa force, commence à s'organiser et obtient des droits sociaux. Le besoin de main d'œuvre accélère l'immigration en France et la féminisation des emplois, même si là encore, ces populations sont exclues des droits politiques et sociaux.